

<https://fakirpresse.info/Les-voleurs-de-debat-2-Yves-Calvi>



# Les Voleurs de débat (2) : Yves Calvi

- Le Journal - Décrypter -



Date de mise en ligne : mercredi 4 avril 2012

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

**Nouvel extrait du dossier de notre dernier numéro : « Journalistes, économistes, sondeurs : les Voleurs de débat ».**

**Yves Calvi, ancien de Sciences-po Paris, s'est bâti une solide réputation de journaliste sérieux et impartial, tout en se targuant d'une approche accessible au plus grand nombre.**

**Mais lorsqu'il défend l'ordre libéral en compagnie d'invités triés sur le volet ou s'ébahit du choix de la couleur de fond du meeting de tel candidat aux présidentielles, il apparaît au final comme un énième avatar de la caste de journalistes politiques qui veillent à ce que le débat ne déborde pas.**

Si l'on en croit les sondages, 84 % des Français jugent que « l'ouverture des frontières » a des « conséquences négatives » sur l'emploi. 45 % considèrent l'euro comme « un handicap » pour notre pays, contre 34 % comme un atout - tandis que 65 % des ouvriers souhaitent un retour au franc. Une immense majorité, 88 %, juge que « le capitalisme fonctionne plutôt mal » et un tiers veut carrément « l'abandonner ».

Mais de tout cela, on n'aperçoit, et avec grand peine, que quelques traces sur les écrans...

La machine est bien huilée. Solidement tenue. Entre de bonnes mains. Ils sont des centaines - journalistes, politologues, économistes, sondeurs, candidats aussi - à surveiller le débat comme des vigies du haut de leurs miradors. À encadrer la campagne, pour qu'elle ne dérape pas, pour qu'elle se déroule dans un mouchoir de poche. Certains le font consciemment, pour défendre l'ordre libéral. D'autres, et ce sont les nombreux, et ce sont les plus redoutables, s'y livrent en toute inconscience - par réflexe professionnel, par conformisme social, par adhésion à l'air du temps.

Et pourtant, sous les coups de boutoir du réel, ces cadres de pensée - et d'impensée - pourraient bien voler en éclats. Ils bougent déjà...

*C dans l'air, 13/09/2011*



### Samedi 28 janvier.

Ils sont venus, ils sont tous là : à Davos, dans la station de luxe suisse. Et tous pour entonner le même refrain : « *L'Europe a besoin de réformes structurelles, a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel... Une avancée sur le problème de la dette nécessite une discipline budgétaire ainsi qu'une déréglementation du marché du travail... il faudra s'habituer au fait que la Commission européenne, qui a déjà beaucoup de compétences, s'apparentera de plus en plus à un gouvernement.* »

« *Angela Merkel et moi avons discuté ensemble sur le sujet de la déréglementation, poursuit le Premier ministre britannique David Cameron, et nous ferons des propositions lors des prochains sommets européens. Il y a trop de bureaucratie superflue en Europe, comme par exemple cette directive sur le temps de travail.* »

Et Mario Draghi, le président de la Banque Centrale européenne, de se féliciter des « *réformes structurelles engagées* » et de réclamer « *davantage de réformes structurelles* » : sur « *le marché du travail* », « *les retraites* », « *la discipline budgétaire* »...

### Dimanche 29 janvier.

À midi, le journaliste Stéphane Paoli lance cette tirade sur France Inter : « *La question, elle est très intéressante et très complexe, avons-nous d'autre choix ? Je veux dire, avons-nous d'autre choix qu'une certaine forme de rigueur ? Une certaine forme de retour, 1, au réel, arrêter de croire à des choses qui n'existent pas, et 2, de rigueur dans la gestion au quotidien ? Est-ce qu'on peut encore échapper à ça ? Comme si la croissance ne passait pas aussi par une certaine forme de rigueur, comme si on ne pouvait pas concilier les deux ?* »

Le soir même, sur huit chaînes, le chef de l'État allait citer en exemple, à trente reprises, « *l'Allemagne* », « *le modèle allemand* », etc.

### Lundi 30 janvier.

Les dirigeants de 26 pays européens - tous sauf le Royaume-Uni - se réunissent à Bruxelles pour adopter le « *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire* ». On l'a lu, ce texte, que du banal : la réaffirmation - et le renforcement - des critères de Maastricht, avec des « *parties contractantes CONSCIENTES de la nécessité de s'assurer que leur déficit reste inférieur à 3%* », optant pour « *une politique économique favorisant la croissance grâce à la convergence et à la compétitivité* », etc.

Du neuf avec du très vieux.

### C'est marrant, ce paradoxe.

On s'en va aux urnes, supposément, pour se tracer un destin commun, et en même temps ils s'appliquent à resserrer l'étau des possibles. Mille bouches nous répètent qu'« *il n'y a pas le choix* », avec les mêmes mots, partagés par les dirigeants européens, les journalistes politiques, les économistes de marché, les candidats « *crédibles* » à la présidentielle - et qui deviennent, à force, comme un ciment d'évidence dans les esprits.

« *Le grand problème français, c'est celui de la compétitivité.* »

C'est Jean-Marie Colombani, diplômé de Sciences-Po Paris, qui lâche ce poncif, ce dimanche matin, sur France Inter. Et l'ancien directeur du Monde, qui s'octroyait plus de trois millions de francs par an en salaires, ménages, piges multicalques, détient la solution : « *Quiconque a jamais dirigé une entreprise sait que le niveau des charges sociales est un obstacle à l'emploi, et cet obstacle, il faut le déverrouiller, sinon on va être à la fin de l'année 2012 dans une situation de chômage beaucoup plus grave...* »

À ses côtés, Dominique Reynié, politologue, diplômé de Science-Po Paris et enseignant à Science-Po Paris, approuve : « *La TVA sociale est possiblement une voie plus juste.*

- *C'est objectivement une arme pour restaurer la compétitivité, confirme Jean-Marie Colombani. L'Allemagne, qui l'a fait, qui l'a augmentée de trois points, en a tiré un bénéfice de compétitivité...* »

Caroline Fourest - chroniqueuse au Monde, diplômée de Science-Po Aix et enseignante à Science-Po Paris, nuance : « *Moi je suis d'accord pour dire que comme on doit trouver des formes de financement absolument partout, la TVA fera forcément partie du lot. Mais à un moment donné, dans la compétitivité par rapport à l'Allemagne, y a aussi la question de la souplesse, de passer en temps partiel, de revenir en temps plein avec une forme de souplesse et là y a aussi d'autres pistes à trouver que simplement l'allègement des charges sociales...* » (France Inter, 8/01/12).

Comme dans les traités européens, la quête de « *compétitivité* » est posée comme un préalable, un dogme que

partagent tous les intervenants. Et la ligne qui sépare le centre-gauche (incarnée ici par Caroline Fourest) et le centre-droit (en gros, les deux autres), c'est que la progressiste suggère d'ajouter de la flexibilité - rebaptisée « *souplesse* » - aux hausses de TVA.

### Là encore, trop de pluralisme tue le pluralisme...

« *Il est des réformes incontournables sur lesquelles il ne devrait pas y avoir de débat* ».

Le Cercle des économistes - dont les membres, Jean-Hervé Lorenzi (Rotschild), Patrick Artus (Natixis), Olivier Pastré (ImBank), etc. squattent les plateaux de LCI, les studios de Radio France, les colonnes de Libération, voire conseillent François Hollande - affiche avec franchise son ambition : « *Nous voudrions, au terme d'une réflexion de plusieurs mois, faire quelques recommandations à tous les candidats...* » Par exemple ? « *Augmenter l'âge de la retraite* » : « *la droite doit dans ce domaine continuer sur sa lancée de 2010* », « *la gauche devrait, quant à elle, se rallier à la nécessité d'augmenter l'âge de la retraite* »...

Mais encore ? Plutôt que la « *démondialisation* », mieux vaut un « *accompagnement de la mondialisation* »... « *La rigueur n'est pas un choix* »... « *La priorité, c'est de réduire la dépense, et ce de manière enfin radicale* » ... « *Les difficultés économiques de la France* » sont dues « *aux rigidités introduites par le poids d'un État omniprésent* »... La crise est « *l'occasion de renoncer aux illusions sur l'État protecteur et de faire enfin le pari audacieux en faveur du marché* »... Dans notre pays,

« *il y a un problème d'offre (coûts salariaux excessifs, profitabilité insuffisante, pertes de parts de marché)* ».

Et sur tous ces points, donc, « *il ne devrait pas y avoir de débat* ».

En voilà, au moins, que la campagne en cours ravit. Car sur ces orientations décisives, sur les traités européens, sur la compétitivité, sur le règlement de la dette, etc., Nicolas Sarkozy (ancien maire de Neuilly et passé par Science-Po) et François Hollande (lycéen à Neuilly et diplômé de Sciences-Po) ne se déchirent pas...

Le « *débat* » est ainsi bétonné par une petite classe, qui monopolise la parole publique. Et qui grave dans le marbre la régression sociale pour les autres...

## La bande de com'

Mots croisés, 23/01/2012

« *Y a une première question, quand même, Manuel Valls, à vous poser, moi ça m'a quand même beaucoup frappé : à quoi ça rime de ne pas citer une seule fois le nom de Nicolas Sarkozy dans un moment de cette importance pour la campagne de François Hollande ?* »

Le candidat du Parti Socialiste vient de lancer sa « *bataille* » contre la Finance, il prétend sortir l' « *économie* », la « *société* », nos « *vies* » de son « *emprise* », mais peu importe pour pour Yves Calvi les armes dont userait - ou non - le futur Président, l'animateur de Mots Croisés se fait linguiste : « *À partir du moment où il voulait donner une certaine hauteur à ce débat, était-il utile de ne pas citer le président de la République ? Je veux dire, en une heure et demie, c'est à la limite du méprisant* », « *la vraie cible du discours, c'était bien Nicolas Sarkozy ?* », « *Vous pensez que c'est efficace ?* »

Avant de devenir carrément sémiologue :

**Yves Calvi** : *Manuel Valls, ça a l'air formel, mais je vous pose la question car ça m'a intrigué : est-ce que le fond bleu, pour un candidat de gauche, c'est une idée à vous ?*

**Serge July** : *Ah c'est frappant.*

**Yves Calvi** : *Eh oui, moi ça m'a beaucoup frappé.*

**Manuel Valls** : *François Hollande a voulu au fond renouer avec l'espérance [...] »*

La question du fond est enfin abordée...

## Sondages en surface

C dans l'air, 09/01/2012

Nicolas Sarkozy vient, ce lundi 9 janvier, de reprendre à son compte la taxe Tobin.

Dans l'émission *C dans l'air*, ce soir-là, Laurent Bazin - remplaçant d'Yves Calvi - présente ainsi ses invités :

« *Le combat est maintenant engagé. Le Président peut-il encore le gagner ?*

*Pour en parler avec nous, Pascal Perrineau, politologue. Bonjour.*

*Avec nous également, Bruno Jedy, rédacteur en chef au Journal du Dimanche : À « Ça se resserre À », c'est le titre de Une dans le sondage Ifop, hier, que vous publiez. Nicolas Sarkozy est revenu à deux points de François Hollande au premier tour de la présidentielle.*

*\_ François Miquet-Marty, vous êtes sociologue et directeur de l'institut ViaVoice. Votre dernière enquête publiée par Libération montre que 41% des Français souhaitent la victoire de François Hollande contre 31 % à Nicolas Sarkozy, qui est en progression alors que François Hollande est en baisse.*

*Enfin, Jérôme Sainte-Marie, de l'institut CSA. Votre dernière étude publiée hier par Les Echos fait de François Bayrou l'homme politique préféré des Français, devant François Hollande et loin devant François Sarkozy. »*



Cette idée, sur la taxation des flux financiers, pose des tas de questions : économiques évidemment, mais sociales aussi, juridiques, historiques même. \_ Comment, dans le passé, on imposait les mouvements monétaires ? Avec quels instruments les rétablir ? Est-ce possible à l'échelle de la France ? En s'appuyant sur quels corps - la police, les douanes, etc. ?

Mais rien de tout cela ne sera évoqué. Le présentateur cite trois sondages en moins de deux minutes. Une heure durant, ses invités vont se chicaner sur « *François Hollande ne cesse de décliner, et le Président a sans doute besoin de pousser son avantage au moment où son adversaire ressent quelques faiblesses, etc.* »

Du vide.

## Des clones partageant les mêmes obsessions

**On a transcrit ces extraits en longueur.**

D'abord, parce qu'on s'est habitués à cette vacuité. Elle se respire avec l'air du temps. Elle nous file en douceur entre les oreilles. Et il faut la fixer là, à l'écrit, sur le papier, la tenir sous les yeux, pour qu'on la remarque à nouveau - et que contre elle, éventuellement, on se révolte à nouveau.

### **On a consigné ces passages,**

également, parce qu'ils nous disent beaucoup. Sur ce microcosme qui se regarde le nombril, élite recroquevillée sur des enjeux dérisoires. Sur ces journalistes qui jouent aux plus malins, aux tacticiens, croyant pousser les candidats dans leurs retranchements, « *C'est tout ?* », quand ils ne font que se pousser du col. Sur cet extrême conformisme, des clones partageant les mêmes obsessions et qui prétendent, néanmoins, à l'impertinence, au ton décalé. Sur leur paresse, enfin, car pour questionner, vraiment, le « produire en France », il faudrait bosser, relire des anciens rapports du Ministère de l'Industrie, étudier précisément le cas d'une filière, etc. - tandis que pour leurs bavardages, c'est dix minutes de boulot : consulter un vague sondage et trois bouts de ragots.



### **On a relevé tout ça, finalement,**

parce que, contre « *les chiens de garde* » libéraux, qui aboient dès qu'on ébrèche l'un de leurs dogmes (voir page suivante), on proteste volontiers. Mais c'est qu'on a déjà gagné, alors, un peu, s'ils sont contraints de se déplacer sur notre terrain, leurs réflexes contre notre réflexion. C'est au contraire par ce vide, le plus souvent, le plus discrètement, le plus efficacement, qu'ils nous volent le débat. De l'habitat, du transport, de l'agriculture, bref, de tous nos choix collectifs, on ne dit rien ici - ou si peu, comme un prétexte qui affleure à peine. La chose publique s'éloigne de ce réel, et c'est la démocratie qui est quotidiennement confisquée par une caste.

### **Qu'on les liquide donc,**

ces journalistes politiques - qui font, en vérité, écran à la politique. Qu'on les envoie aux champs - ce qu'il en reste -, dans les usines - idem -, dans les quartiers, comme concierges de HLM, comme ramasseurs d'endives, comme agents d'entretien sur les ferries, et qu'ils en reviennent nourris d'autres expériences que leur bien-être indolore, porteurs d'autres paroles que leur branlette d'éternels étudiants en sciences-po. La république en sortirait revigorée.